

<https://www.pressegauche.org/Quelle-reponse-socialiste-face-a-la-pandemie-de-Covid-19>



# Quelle réponse socialiste face à la pandémie de Covid-19 ?

- International - Environnement -



Date de mise en ligne : mardi 24 mars 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Le coronavirus Covid-19 s'est maintenant répandu à travers le globe. Au moment où nous écrivons ces lignes, on ne sait pas encore combien de temps durera la crise, combien de personnes seront touchées et combien mourront. L'effet qu'elle a sur l'économie mondiale devient déjà évident avec la chute des marchés boursiers et les vagues de licenciements dans de nombreuses entreprises. Un sentiment de panique se répand, qui oblige les gouvernements à agir.**

Publié le 11 mars 2020 | tiré du site d'Alternative socialiste

### **Une menace réelle**

Le Covid-19 représente une menace réelle. Il s'agit d'un virus particulièrement agressif avec, un taux de mortalité plus élevé que celui de la « simple grippe », qui touche surtout les patients âgés et déjà affaiblis. Les systèmes de santé des pays capitalistes avancés ne sont pas suffisamment préparés à cette menace, mais dans les pays soumis au néocolonialisme, une épidémie pourrait se transformer en véritable cauchemar.

Si les gens meurent principalement à cause du virus, un nombre important de personnes meurent également en raison des faiblesses du système de santé. Même dans les pays capitalistes avancés, après des décennies de coupes budgétaires néolibérales, on se trouve dans une situation où il y a trop peu de lits d'hôpitaux, un personnel surchargé, des installations de test inadéquates et un manque de soutien technique et médical pour les personnes infectées. Les pays sous-développés n'ont quant à eux jamais connu de soins de santé adéquats.

Le Covid-19 est, de facto, une pandémie, même si, vu les progrès qu'a connus la médecine depuis lors, il est peu probable qu'elle soit aussi grave que la « grippe espagnole » qui a tué 50 millions de personnes il y a près de 100 ans. Mais si l'épidémie se propage davantage, si des millions de personnes sont infectées, si les gouvernements continuent à ne pas réagir de manière appropriée, elle pourrait avoir de graves conséquences. Après avoir connu une certaine phase d'équilibre dans l'économie mondiale, le Covid-19 pourrait également être le déclencheur qui poussera le monde vers la prochaine récession.

Il pourrait également avoir de graves conséquences politiques. Le système capitaliste et, avec lui, la démocratie bourgeoise, sont en crise de plus en plus profonde depuis que la classe dirigeante s'est montrée incapable de résoudre la crise économique après 2007. Depuis lors, la situation politique dans toutes les régions du monde se caractérise par l'instabilité, avec des changements rapides de gouvernement et l'apparition de « nouveaux » politiciens proposant des mesures populistes pour surmonter la profonde méfiance, alors qu'ils tentent en réalité de rétablir la stabilité.

2019 a été une année où les classes dirigeantes du monde entier ont été secouées par des soulèvements, des protestations de masse, des révoltes et des mouvements révolutionnaires, autant d'explosions de mécontentement contre le système politique et économique. Une pandémie pourrait ébranler ces mouvements, mais pourrait aussi entraîner de nouvelles vagues de protestations, car l'élite dirigeante démontre, une fois de plus, qu'elle est incapable de résoudre les problèmes. Cela pourrait se produire très rapidement, comme en Iran.

Mais vu la nature de cette crise - un virus qui se transmet d'une personne à l'autre - il y a le danger que la colère et la peur puissent encourager l'isolement, le racisme et le séparatisme, avant l'émergence de la contestation collective. Il

est donc d'autant plus important pour les socialistes d'expliquer les racines de la crise et d'avancer des propositions et des revendications concrètes sur la manière de gérer la situation.

### **Absence d'intervention précoce et justification des blocages**

Malgré ce que répètent de nombreux porte-paroles de l'élite dirigeante, la gestion de la première épidémie à Wuhan par les autorités chinoises a été un échec catastrophique. C'est au début de décembre 2019 que se sont produites les premières infections ; la nouvelle souche du coronavirus Covid-19 a été identifiée dès le 7 janvier 2020. L'analyse génétique a montré qu'elle était remarquablement similaire au coronavirus du SRAS, lequel présentait un taux de mortalité stupéfiant, d'environ 10 %, lors de l'épidémie de 2003. Au lieu de prendre cela comme un avertissement et de commencer à contenir l'épidémie alors qu'elle était encore localisée, les autorités ont décidé de l'ignorer et de faire taire les scientifiques et les journalistes critiques, qui essayaient de mettre en garde le public ; le sort de feu le docteur Li Wenliang étant l'exemple le plus notoire de cette politique.

À ce stade, au début de l'épidémie, il aurait probablement été possible de l'endiguer en retraçant la chaîne d'infection et en isolant les personnes à risque, tout en informant le public, en distribuant des masques faciaux et en installant des désinfectants antiviraux dans les lieux publics. Mais il a fallu plus de deux semaines pour que le gouvernement chinois réalise qu'il ne pouvait plus taire le problème. Le 23 janvier, il a donc imposé le blocage complet de la province du Hubeï (dont Wuhan est la capitale), restreignant les droits fondamentaux de 60 millions de personnes dans cette région.

Bien que nous ne soyons pas fondamentalement opposés à la restriction du droit de voyager lors d'une épidémie dangereuse, nous critiquons le régime chinois pour n'avoir pris aucune mesure avant cette restriction drastique, ainsi que la façon dont elle a été décidée et mise en oeuvre. Il faut également souligner que, selon les informations qui ont été divulguées, les conditions de ce blocage ont été horribles pour les personnes touchées : de nombreux travailleurs se sont retrouvés en congé sans solde, les centres de quarantaine consistent en des centaines de lits côte à côte avec des installations sanitaires limitées, les besoins de base comme la nourriture et l'eau ne sont pas correctement pris en charge, et le personnel y travaille dans des conditions insupportables.

Dans les pays capitalistes avancés, nous voyons les politiciens minimiser les dangers de l'épidémie tout en insistant sur le fait qu'ils y sont bien préparés, ce qui, dans la plupart des cas, est faux. Compte tenu de la méfiance déjà existante à l'égard de l'élite dirigeante, beaucoup de gens ont le sentiment que cette approche n'est pas bonne, ce qui encourage des réactions de panique (par exemple, les gens qui empilent des tonnes de vivres ou de médicaments chez eux à domicile en prévision d'un blocage). En l'absence de réaction précoce appropriée, il y a le risque de devoir plus tard introduire des mesures plus extrêmes pour faire face à l'épidémie, comme on le voit déjà en Italie avec les blocages locaux et les restrictions au droit de grève.

### **Information et démocratie**

Si auparavant, les cyniques magnats médiatiques affirmaient que « le sexe vend des journaux », tout indique maintenant qu'ils ont adopté le principe de « la panique vend ». Actuellement, il y a deux problèmes contradictoires : en même temps que les régimes n'informent pas correctement la population, les médias s'emparent des moindres détails pour contribuer à susciter la panique. En Chine, il est désormais clair que feu le médecin Li Wenliang, qui travaillait à Wuhan et qui avait prévenu du problème du Coronavirus avant qu'il ne commence à se répandre, a été ignoré et harcelé par le régime. Recourant à ses méthodes habituelles de censure et de répression, le régime a tenté d'isoler le problème, mais cette tentative s'est soldée par un échec ; ce qui l'a contraint à faire volte-face par après en mettant des millions de personnes en quarantaine.

## Quelle réponse socialiste face à la pandémie de Covid-19 ?

---

Ces mesures draconiennes prises par le régime chinois ont été saluées par les gouvernements du monde entier. On a même l'impression que « dans une telle situation, il faut au moins des éléments de dictature pour gérer la situation ». C'est une tendance dangereuse, qui s'inscrit à la suite de l'introduction d'un « l'état d'urgence » et des « lois antiterroristes » utilisées pour justifier la limitation des droits démocratiques. S'il est vrai que dans une situation de pandémie, des mesures rapides et parfois restrictives doivent être prises, cela ne signifie pas que cela doit se faire de manière antidémocratique et dictatoriale.

Ces mesures sont prises pour s'assurer que la classe dirigeante conserve son pouvoir, et rien ne garantit que ces mesures « ad hoc » ne subsisteront pas longtemps après la fin de la crise. Les dirigeants justifient ces éléments de dictature en affirmant que les gens ordinaires de la classe prolétaire ne comprennent pas ce qui se passe et sont incapables de trouver des solutions par eux-mêmes. Ces deux arguments sont loin d'être vrais.

En Irak, face à l'effondrement du système de santé, les manifestants ont distribué des tracts et donné des conférences sur la prévention des coronavirus ; les cliniques de fortune érigées il y a des mois pour soigner les manifestants blessés par la répression policière distribuent maintenant gratuitement des masques médicaux, des gants et des désinfectants. Des volontaires en combinaison de sécurité biologique prennent la température des manifestants alignés dans des files d'attente organisées. Cela montre un tout petit aperçu de ce qui serait possible à plus grande échelle si la réponse au virus était démocratiquement organisée à la base, en comptant sur la solidarité des travailleurs, plutôt que dans le but de sauvegarder le profit, le prestige et le pouvoir des élites capitalistes.

Nous disons :

Dans un premier temps, nous avons besoin d'une large diffusion d'informations scientifiques par tous les canaux médiatiques. De véritables experts médicaux et scientifiques, indépendants des entreprises et des élites politiques, doivent donner des conseils sur la manière de contenir les risques d'infection et de propagation. Ces informations doivent être diffusées gratuitement, y compris par les médias privés, sans paiement d'espace d'impression ou de temps d'antenne, et dans toutes les langues nécessaires pour atteindre toutes les couches de la société. Tout média qui diffuse des informations erronées, des calomnies racistes, des théories conspirationnistes ou qui exige un paiement devrait être immédiatement réquisitionné par le public et par le personnel. Cela montre la nécessité d'avoir des médias de la classe ouvrière, indépendants des intérêts capitalistes !

L'information doit être largement diffusée sur les lieux de travail, dans les universités et les écoles, pendant les heures de travail rémunérées ou pendant les cours.

Les décisions concernant les mesures nécessaires à mettre en oeuvre et leur gestion doivent être prises par des structures démocratiques à la base, par des représentants du mouvement ouvrier et de la population locale, guidées par l'avis d'experts médicaux.

### **Prévention**

Les mesures gouvernementales comme les mesures de la température corporelle dans les aéroports, plus ou moins inutiles étant donné qu'on peut être porteur du virus sans présenter de fièvre ni d'autres symptômes, sont prises pour tenter de montrer que « quelque chose est fait » et pour dissimuler l'incapacité des dirigeants à faire les investissements nécessaires pour accroître le personnel et les ressources médicales. La plupart du temps, ils n'ont même pas réussi à mettre en place un programme de dépistage précoce afin de suivre les chaînes d'infection et de mettre en oeuvre des moyens efficaces pour les bloquer. Ils utilisent également la menace pour servir leurs propres intérêts politiques, comme en Italie, où des grèves ont été interdites en se servant du Covid-19 comme argument pour cette mesure antidémocratique.

## Quelle réponse socialiste face à la pandémie de Covid-19 ?

---

Au même moment, les gens subissent des pressions pour aller travailler même s'ils se sentent malades, par crainte de perdre leur salaire, voire leur poste. Récemment, un ouvrier de l'usine allemande Volkswagen à Wolfsburg est allé travailler bien qu'il se sentait malade, et est décédé. La direction a obligé ses collègues à continuer à travailler à côté de son cadavre pour éviter d'avoir à arrêter la chaîne de production. Certaines entreprises, telles que les compagnies aériennes, tentent d'utiliser le virus pour résoudre des problèmes économiques antérieurs en faisant payer la crise à leur personnel, en licenciant des gens, en réduisant leurs heures de travail, en les envoyant en congé sans solde et en diminuant leurs salaires.

Dans leurs tentatives pour limiter la propagation du virus, les gouvernements utilisent des mesures qui touchent le public, mais en en faisant pas les conséquences aux individus, qui ne peuvent souvent pas se le permettre même s'ils le doivent. Nous exigeons une approche différente : la santé de tous est une responsabilité publique et doit donc être organisée et financée par l'ensemble de la société.

Nous disons

Il faut fournir des installations pour le lavage des mains, la désinfection et tout ce qui est nécessaire et utile, et ce matériel doit être distribué gratuitement. La crise actuelle démontre la perversion absolue du système capitaliste, dans lequel les entreprises cherchent à profiter du besoin qu'ont les gens de protéger leur santé : ces entreprises doivent être réquisitionnées et gérées dans le but de satisfaire les besoins de la société. Cela permettrait aux entreprises fabriquant des produits similaires de modifier leur production ou de l'augmenter. Les travailleurs eux-mêmes savent comment la production est organisée, quels produits sont utiles et nécessaires, quels produits peuvent être facilement remplacés et comment la production peut être modifiée pour fournir d'urgence les fournitures nécessaires. Pour cela, la production doit être gérée et contrôlée par des organes démocratiquement élus par les travailleurs eux-mêmes.

Les masques et autres articles nécessaires à la protection, notamment du personnel médical, doivent être fournis gratuitement et en quantité suffisante. Certaines entreprises affirment déjà que les stocks sont trop bas, juste pour justifier la hausse des prix. Cela montre bien pourquoi l'industrie devrait être contrôlée par des représentants élus du public, des travailleurs de l'entreprise elle-même et par le mouvement ouvrier au sens large.

La schizophrénie des gouvernements bourgeois se révèle lorsqu'ils ferment de grands événements tels que le carnaval de Venise et les manifestations sportives. Selon les experts médicaux, cela signifie seulement que les gens passent plus de temps dans des espaces clos, comme les bars, où la transmission est encore plus facile, alors qu'au même moment, les gens sont toujours censés se rendre chaque jour à leur travail, souvent en utilisant les transports en commun, pour continuer à faire tourner l'économie et à extraire les bénéfices. S'il est nécessaire de réduire le risque de propagation, la première mesure devrait être de réduire la nécessité de travailler aux emplois réellement nécessaires et, si possible, de permettre le travail à domicile. Ces mesures devraient être mises en oeuvre de manière à ce que tous les simples citoyens, qu'ils travaillent ou non, perçoivent un salaire complet. Des mesures spéciales visant à apporter une aide supplémentaire aux bas salaires sont nécessaires, qui n'ont pas les ressources disponibles pour des dépenses supplémentaires.

Si les écoles et les jardins d'enfants doivent être fermés, les parents doivent être libérés de leur travail avec leur plein salaire - ce qui est important, non seulement pour protéger les droits des travailleurs, mais aussi pour empêcher la formation de groupes informels de surveillance des enfants organisés par les parents qui ne peuvent rester à la maison. Il est pratiquement impossible d'observer les mesures d'hygiène nécessaires au sein des groupes de jeunes enfants. Si les entreprises affirment qu'elles n'ont pas les moyens de payer, il faut exiger l'ouverture de leur comptabilité au public pour vérifier que c'est bien le cas ; celles qui ne peuvent pas payer devraient être réquisitionnées par le public et gérées sous le contrôle et la direction des travailleurs eux-mêmes.

## Quelle réponse socialiste face à la pandémie de Covid-19 ?

---

Lorsque des restrictions de voyage sont mises en oeuvre, elles ne doivent pas se faire aux dépens des travailleurs : si des personnes doivent annuler ou modifier un voyage pour lequel elles ont déjà réservé leur billet, elles doivent en être entièrement indemnisées pour les pertes ou les frais supplémentaires éventuels. Les discussions et les décisions concernant les quarantaines nécessaires, la poursuite de la production et les mesures à prendre pour réduire la propagation du virus doivent être prises par des comités d'experts sanitaires, des représentants de la communauté locale et des travailleurs sur le terrain, organisés et gérés démocratiquement. Elles ne doivent pas être laissées entre les mains du gouvernement bourgeois qui représente les besoins de la classe capitaliste.

Dans les régions où la quarantaine est nécessaire, la distribution de nourriture et des autres articles nécessaires doit être organisée publiquement par des comités démocratiquement élus pour éviter une situation où ceux qui ont plus d'argent sont mieux « servis » que les autres.

### Soins

La mortalité du Covid-19 est fortement liée à la qualité du secteur de la santé. Dans les pays dont le secteur de la santé est déficient ou qui n'ont pas de service de santé publique, le nombre de décès sera plus élevé. En Iran, le pays qui compte le plus grand nombre de décès en dehors de la Chine, la réponse à l'épidémie a été entravée par l'inaction du régime, par les mensonges et par la corruption, mais aussi par les sanctions économiques imposées par les États-Unis qui ont réduit l'accès aux fournitures médicales de base et restreint l'importation de kits de diagnostic du coronavirus.

Mais dans les pays capitalistes avancés aussi, le manque de ressources entraînera d'énormes problèmes. En Autriche, on n'a détecté l'infection d'un patient âgé par le Covid-19 qu'après qu'il a passé 10 jours à l'hôpital pour cause de « grippe ». En Italie, la situation démontre à quel point le processus de démantèlement de la santé publique mené ces dernières années par les principales forces politiques du pays est sérieux, dangereux et absurde. Aidé par les attaques néolibérales et par le régionalisme fédéraliste, les vingt dernières années ont vu le démantèlement de la santé publique, qui a été privée de ressources, mise en pièces, démolie et divisée en de nombreux services de santé régionaux autonomes, qui sont loin de disposer des pouvoirs et de la puissance d'un Service national de santé unifié tel que devrait en avoir un État moderne.

L'amélioration de la science et de la technologie médicales a réduit la nécessité de longs traitements dans les hôpitaux. Mais partout, cet argument a été utilisé pour aller trop loin dans cette direction afin de réduire les dépenses de santé. Les soi-disant experts ont exigé la réduction des lits et du personnel des hôpitaux pour les rendre plus « efficaces » ou, comme dans de nombreux cas, la privatisation de parties essentielles du secteur de la santé dans un but lucratif. Cela a conduit à des conditions de travail épuisantes dans les hôpitaux et à un manque de ressources pour obtenir un traitement décent, même en temps « normal ». Aujourd'hui, la pandémie menace de créer des conditions extrêmes, et l'ensemble du système de santé est étiré au point de rupture.

Nous disons :

Dans un premier temps, tout le personnel du secteur de la santé devrait être libéré des tâches qui ne sont pas directement liées aux soins, comme l'administration et la documentation inutile. Cela permettrait de libérer immédiatement 20 à 30 % de ressources supplémentaires.

Il faudrait employer davantage de personnel de santé avec des mesures de sécurité maximales et une rémunération appropriée, et il faudrait que davantage de personnel reste en poste après l'épidémie, afin de réduire définitivement le nombre d'heures de travail prestées dans le secteur de la santé. S'il est indispensable d'augmenter le personnel médical, nous rejetons le travail forcé et nous défendons le droit de refuser de travailler. L'histoire n'a-t-elle pas déjà

## Quelle réponse socialiste face à la pandémie de Covid-19 ?

---

démontré à de nombreuses reprises que des personnes désintéressées sont prêtes à mettre leur propre vie en danger, même en temps de guerre, de catastrophe ou de maladie ?

En temps de maladie (et, en fait, à tout moment), la concurrence dans le secteur de la santé est une aberration. Les différents hôpitaux et cliniques doivent coopérer dans l'intérêt de la société. Toutes les cliniques et établissements de santé privés doivent fournir un traitement contre le virus Covid-19 gratuitement à tous ceux qui en font la demande.

Il ne devrait y avoir aucune limite à l'accès aux traitements médicaux, où que ce soit. Des milliards de personnes sur toute la planète ne peuvent pas se permettre d'avoir une assurance maladie. Même dans le pays le plus riche de la planète, les États-Unis, il n'existe pas de service de santé universel. Tous les médicaments et traitements nécessaires pour traiter le Covid-19 doivent être fournis et payés par l'État.

Toutes les sanctions économiques contre l'Iran et d'autres pays doivent être immédiatement levées, ainsi que toutes les mesures qui restreignent la circulation des équipements médicaux dans les zones touchées. Dans une situation de pandémie, il est non seulement évident que de telles sanctions sont inhumaines, mais qu'elles constituent en outre une menace pour l'ensemble de la société vu que toutes ces personnes infectées et non traitées ne feront que propager davantage le virus.

La santé est un droit de l'homme, qui n'aurait jamais dû être confiée à un marché axé sur le profit. Les établissements de santé privatisés et privés doivent être immédiatement nationalisés ou renationalisés. Dans un système de santé public et organisé démocratiquement, toutes les informations sont partagées, le matériel est réparti de façon efficace et les patients sont traités de manière équitable et correcte.

### **Recherche et industrie pharmaceutiques**

Comme tout le reste sous le capitalisme, la santé et la recherche sont des marchandises. Mais ce ne sont pas seulement quelques entreprises douteuses qui font des profits supplémentaires en spéculant sur les masques et autres fournitures médicales, c'est toute l'industrie pharmaceutique ! En 2019, les dix plus grandes entreprises pharmaceutiques ont augmenté leurs profits de 7 % pour atteindre un total de 138 milliards de dollars. La société qui produira la première un vaccin ou même un médicament pour le Covid-19 fera fortune. C'est ainsi qu'alors que des équipes de scientifiques travaillent sur des médicaments, leurs entreprises ne partagent pas la moindre information et les résultats de leurs recherches sont gardés secrets. Il en va de même pour d'autres maladies graves ! Le profit de quelques personnes est plus important que la vie du plus grand nombre.

L'épidémie de Covid-19 montre aussi clairement les problèmes de la centralisation de la production de médicaments destinée à augmenter les profits. Comme la plupart des médicaments sont fabriqués en Chine et en Inde, la pénurie de médicaments importants se fait plus urgente dans un certain nombre de pays. Et avec l'intensification de la pénurie, la santé des personnes non infectées est mise en danger.

Nous disons :

L'industrie pharmaceutique doit devenir une propriété publique et être gérée dans l'intérêt de tous.

Les brevets doivent être abolis car ils monopolisent l'information : toutes les informations disponibles doivent être partagées et rendues publiques. Il faut investir davantage dans la recherche pour obtenir des résultats plus rapidement ; les profits des entreprises pharmaceutiques peuvent facilement le payer. Toutes les grandes décisions doivent être prises par des comités de représentants élus des experts, des travailleurs, des patients et des travailleurs médicaux, également chargés d'évaluer les résultats et de décider des changements nécessaires.

## Quelle réponse socialiste face à la pandémie de Covid-19 ?

---

Le retour à des structures de fabrication de médicaments décentralisées afin d'éviter les pénuries en cas d'épidémies, de catastrophes naturelles, etc.

Pas de thésaurisation des médicaments pour le profit : pour une gestion démocratique de la distribution des médicaments !

### Migration

Le système capitaliste, qui engendre la guerre, l'exploitation et la destruction de la nature, force des millions de personnes sur la planète à fuir leurs foyers. L'extrême-droite, tout comme les gouvernements bourgeois « ordinaires », tente de faire porter aux migrants et aux réfugiés la responsabilité des effets de leurs politiques : perte d'emplois, manque de logements, etc. La propagande raciste qui empoisonne la société depuis des décennies a déjà conduit à des attaques racistes contre des Chinois ou d'autres personnes d'apparence « asiatique » en Allemagne, aux États-Unis, en Italie, au Royaume-Uni, en Russie et dans d'autres pays.

Vu l'augmentation des infections en Afrique et au Moyen-Orient, qui menacent de provoquer des épidémies dans les énormes camps de réfugiés où les gens sont entassés dans des conditions horribles, sans hygiène ni aide médicale, et avec l'« ouverture » de la frontière avec l'Union européenne par le président turc Erdoğan, les socialistes et le mouvement ouvrier ont besoin d'un programme pour les réfugiés.

L'extrême-droite attaque déjà les migrants et les réfugiés en utilisant le Covid-19 comme excuse. Bientôt, sans aucun doute, ils seront suivis par divers partis bourgeois, y compris des partis sociaux-démocrates et verts soi-disant « progressistes ». Ils tenteront de mettre en oeuvre des règles de migration encore plus racistes, de construire des murs et de renforcer la « forteresse européenne », en faisant valoir que cela est nécessaire pour se « protéger » contre le virus. À Chypre (une île partagée en deux États rivaux, un à majorité grecque, un à majorité turque), quatre des neuf points de passage le long de la zone tampon entre le Nord et le Sud ont été fermés, une mesure que le gouvernement sudiste présente comme un moyen de lutter contre la propagation du coronavirus, malgré l'absence de cas confirmés de part et d'autre de la ligne de démarcation.

Si aucune autre mesure efficace n'est prise, cela peut conduire à une situation où même les militants de gauche et du mouvement ouvrier auront le sentiment que, tout en n'aimant pas de telles actions, ils n'ont pas d'autre choix que de les accepter.

Mais le virus lui-même est démocratique et antiraciste : il ne demande pas quel est votre sexe, votre religion ou votre nationalité ! Toute mesure fondée sur de telles caractéristiques est donc au mieux inutile. Mais ceux qui utilisent le virus pour créer la division nous empêchent de collaborer pour arrêter la propagation et résoudre la crise.

Aucun contrôle aux frontières ne peut empêcher les réfugiés d'entrer, et encore moins un virus d'entrer. « On ne peut pas empêcher un virus de sortir », explique Larry Gostin, professeur en droit de la santé mondiale à l'université de Georgetown à Washington. Nous ajoutons : « On ne peut pas empêcher un virus d'entrer ». La raison pour laquelle les gens craignent les migrants et les réfugiés est le fruit de la désinformation répandue au sujet du Covid-19, mais aussi de l'expérience de nombre de simples citoyens à qui les classes dirigeantes ont fait payer l'accueil des réfugiés pauvres qui fuyaient la guerre de Syrie en 2015 ou qui chaque jour, quittent l'Afrique pour l'Europe. Mais ni les réfugiés, ni la classe ouvrière des pays capitalistes avancés ne sont responsables de la guerre, du changement climatique et de la misère, qui sont les principales raisons qui forcent les gens à fuir leur patrie.

Nous disons :



## Quelle réponse socialiste face à la pandémie de Covid-19 ?

---

Dans un premier temps, l'argent qui sert à subventionner les grandes entreprises telles que les compagnies aériennes devrait être utilisé immédiatement pour améliorer les conditions de vie dans les grands camps de réfugiés afin d'y éviter une épidémie de Covid-19. Les déportations doivent cesser et le droit d'asile des réfugiés doit être défendu.

Il faut faire payer le coût de l'exode des populations à leurs responsables, qui sont l'industrie de l'armement, les grandes entreprises, les compagnies pétrolières et minières et les entrepreneurs militaires (c'est-à-dire tous les mercenaires qui profitent de la surexploitation de l'humanité et des ressources naturelles du monde néocolonial). L'expropriation de ces entreprises et l'utilisation de leurs ressources pour apporter une aide immédiate permettrait de réduire le nombre de gens contraints de fuir leurs foyers.

### Conclusion

Au moment où nous écrivons ces lignes, les effets à long terme du Covid-19 sont encore difficiles à évaluer. Mais le virus démontre clairement la faiblesse de l'économie mondiale et l'incapacité de l'élite dirigeante et du système capitaliste dans son ensemble à faire face à de telles menaces.

Une pandémie peut être un choc. Elle peut freiner la vague de contestation et de luttes qui a éclaté en 2019. Mais l'incapacité de la classe dirigeante à la résoudre ou même à y faire face de manière appropriée suscitera une colère. Si les organisations de la classe ouvrière montrent la voie à suivre, présentent des solutions pour faire face à la crise et la surmonter, cela contribuera à éviter le désespoir, la montée du racisme et de la xénophobie et à indiquer une voie à suivre, fondée sur une solution socialiste pour mettre fin à ce système capitaliste malade.

L'heure n'est donc pas à la panique, mais à la riposte !

Déclaration de l'exécutif international de l'Alternative Socialiste Internationale (ASI)